

Article pour la presse

Le renforcement de la compétitivité de nos entreprises occupe une place décisive dans le cadre du débat crucial en cours sur la relance de la croissance et de l'emploi en Europe. En effet, l'industrie génère environ 80 % des exportations européennes et une proportion similaire de la capacité d'innovation de notre système économique. Sans une base industrielle solide, il est difficile de retrouver le chemin de la croissance et de résorber nos taux de chômage élevés. Or, depuis 2008, nous avons perdu près de 3,5 millions d'emplois dans le secteur manufacturier et la contribution de l'industrie européenne au PIB de l'UE a été ramenée à 15,1 %. Il est prioritaire de renverser cette tendance. Pour relancer le moteur de la croissance, il faut trouver les recettes appropriées permettant aux entreprises européennes d'être des acteurs dynamiques sur les marchés mondiaux.

Les rapports sur la compétitivité des États membres et sur la compétitivité de l'industrie européenne, qui viennent d'être publiés, établissent un bilan contrasté. Il y a, d'une part, les États membres qui ont un niveau élevé de compétitivité systémique et, de l'autre, ceux qui sont distancés et voient leur présence se réduire progressivement sur les marchés mondiaux. Ce même contraste vaut pour les différents secteurs productifs européens: face à des piliers solides comme l'industrie pharmaceutique, chimique, mécanique, automobile et le haut de gamme, il existe des secteurs en souffrance et des petites et moyennes entreprises (PME) dont les difficultés ne cessent de croître.

Les deux rapports s'efforcent de recenser les points forts et les points faibles du tissu industriel de l'UE afin de guider les politiques de la compétitivité au niveau de l'Union et des différents États membres. Les principaux problèmes décelés concernent la faiblesse de la demande intérieure, le manque d'investissements, les prix élevés de l'énergie et un contexte administratif et réglementaire parfois trop onéreux pour les entreprises.

La clé de notre relance économique réside dans la reprise de la demande intérieure. Au-delà de la relance de la consommation, la croissance de la demande passe par l'augmentation des investissements, tant publics que privés, notamment pour ceux que la crise a le plus durement frappés. La reprise de l'investissement permettrait d'amorcer le cercle vertueux de la croissance en alimentant la demande et la compétitivité du système économique dans son ensemble. Dans ce climat de confiance retrouvée, même les particuliers trouveraient plus d'incitations à investir.

Pour qu'ils puissent le faire, il est important de garantir aux entreprises un accès adéquat au crédit. Si elles ne disposent pas de liquidités suffisantes pour investir et innover, les entreprises européennes risquent non seulement de rater le défi à l'échelle mondiale, mais aussi de voir compromises leurs chances de réussite au niveau interne, face à des produits étrangers plus économiques et innovants. Le système financier devrait être en mesure de canaliser les liquidités dont il dispose vers les entreprises. J'espère que les travaux sur l'Union bancaire ainsi que les récentes initiatives de la Banque centrale européenne porteront leurs fruits le plus rapidement possible à cet égard. Nous devons aussi nous efforcer d'améliorer la relation entre les entreprises et les banques, en comblant le déficit d'information qui existe entre ces dernières et les PME et vice-versa, renforcer les nouveaux moyens de financement alternatifs, comme les obligations pour les PME, et recourir d'une manière plus structurée au capital-risque et au financement participatif.

La relance de la compétitivité nécessite un contexte administratif plus favorable aux entreprises. Il est essentiel de réduire l'impôt sur le travail et les taxes sur les intrants, ainsi que le gaspillage et l'inefficacité. Une administration publique efficace est essentielle à la croissance des entreprises, aussi bien en termes économiques que d'emploi. Nous devons réduire les délais d'octroi des licences, renforcer l'efficacité de l'appareil judiciaire et réduire la charge administrative qui pèse sur nos entreprises.

En outre, la facture énergétique ne cesse de s'alourdir en Europe, surtout par rapport à celle de nos concurrents dans le monde. Même au sein de l'UE, les prix varient considérablement d'un pays à l'autre, ce qui traduit des différences au niveau de la production, de la fiscalité et de la répartition des subventions accordées aux énergies renouvelables. Malgré une augmentation générale de l'efficacité énergétique dans de nombreux secteurs industriels, l'augmentation des prix de l'électricité et du gaz a eu des effets négatifs sur les coûts de production et sur la compétitivité de nos entreprises, notamment dans les secteurs à forte intensité énergétique.

Malgré ces difficultés, il existe heureusement des signes positifs. Notre système industriel possède encore un avantage concurrentiel dans un grand nombre de secteurs de haute et de moyenne-haute technologie. La main-d'œuvre y est en moyenne plus qualifiée qu'ailleurs. Nous devons donc insister sur nos points forts et, dans le même temps, investir dans la formation de nos jeunes, l'innovation, les infrastructures et l'internationalisation. Ce sont les recettes pour accroître la compétitivité et renforcer notre présence sur les marchés mondiaux, où se concentrera l'essentiel de la croissance dans les années à venir. Ce sont en somme les clés pour retrouver la croissance.

Ferdinando Nelli Feroci